



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE Réf: OIT/MLB Réf : Ev240907	OBJET : TRAVAUX DE TOITURE - DÉSAMIANTAGE N°30BIS RUE DE LA GARRIGUE et RUE VERDIER ALLUT Du 24/06/2024 au 05/07/2024
---	--

**Le Maire de la ville de NÎMES,
Maire**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

Vu la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

Vu l'Avis des services techniques

Vu la demande du pétitionnaire en date du 30/05/2024,

Considérant qu'il importe de faciliter la réalisation de travaux de toiture dans l'agglomération nîmoise PAR LES ENTREPRISES FIDEBAT (TEL 06.07.25.11.91) ET AMIANTE CEVENNES (TEL 06.12.30.33.10),

ARRÊTE

ARTICLE 1 - STATIONNEMENT

du 24/06/2024 au 05/07/2024

Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant **RUE VERDIER ALLUT**, de la **RUE DE LA GARRIGUE** jusqu'à la **RUE BONFA**. Seuls les véhicules et les modules de désamiantage du pétitionnaire **AMIANTE CEVENNES** seront autorisés à stationner.

Il appartiendra au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents.

-Un homme trafic est mis en place pour assurer les rotations du pétitionnaire AMIANTE CEVENNES du chantier jusqu'aux modules de désamiantage.

L'ensemble de la signalisation - **panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière, déviation, d'information de chantier »** ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage seront mis en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité **au minimum 48h avant**. La signalisation nécessaire à la sécurité du public sera assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé des travaux : **AMIANTE CEVENNES** demeurant **140 AVENUE DES PINS D ALEP 30100 ALES** représentée par **Monsieur Maxime MARCONNET**.

ARTICLE 2 - CIRCULATION du 24/06/2024 au 05/07/2024

1° RUE VERDIER ALLUT : La voie rue Verdier Allut est interdite de circulation de la rue de la Garrigue jusqu'à la rue Bonfa.

Le cheminement pour les piétons est maintenu pendant toute la durée du chantier.

2° RUE DE LA GARRIGUE - uniquement entre 6h00 et 7h00 :

La voie est mise en impasse rue de la Garrigue, à partir du n°30b jusqu'à la rue Soisson.

La voie est mise en impasse rue de la Garrigue, à partir du la rue Verdier Allut jusqu'à la rue Bonfa. **DÉVIATION** : Rue de Soisson, rue Ranguel, rue de la Baume et rue Porte d'Alès.

L'opération s'effectue obligatoirement à l'aide d'un homme trafic.

L'ensemble de la présignalisation et déviations est mis en place par le pétitionnaire.

UNE CAMPAGNE D'INFORMATION AUPRES DES RIVERAINS DEVRA IMPERATIVEMENT ETRE ORGANISEE. (CONFIRMATION DE LA CAMPAGNE SERA FAITE A GEP@NIMES.FR) PAR LES ENTREPRISES FIDEBAT (TEL 06.07.25.11.91) ET AMIANTE CEVENNES (TEL 06.12.30.33.10).

ARTICLE 3 - Les véhicules en infraction au présent arrêté seront enlevés aux frais et périls de leurs propriétaires, à la diligence des Services de Police.

ARTICLE 4 - Les usagers de la voie publique devront se conformer aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté devra être affiché sur le chantier.

ARTICLE 6 - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

ARTICLE 7 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- A l'issue du chantier, une visite de propreté sera réalisée avec le service de la Gestion de l'Espace Public ; en cas de problème constaté, le pétitionnaire devra rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

ARTICLE 8 - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées un procès verbal sera dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant pourra être redevable d'une contravention de 5ème classe, ainsi qu'au paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

ARTICLE 9 - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
l'Adjointe déléguée,

Claude De GIRARDI

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NÎMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NÎMES.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.